

Henri n'aura-t-elle manqué d'orienter le lieutenant du roi sur la sincérité des sentiments de la population tout entière. La pétition qui lui fut remise avait été déclenchée par la campagne de la presse allemande en faveur de l'annexion du Grand-Duché par la Prusse.

Dès l'arrivée de la lettre de Bismarck du 3. 12. 1870 dont il a été question au chapitre consacré à Guillaume III, diverses lettres et télégrammes partirent de Walferdange. Au « S. O. S. » télégraphique lancé au tsar Alexandre II, le cousin répondit avec l'assurance de son secours sous condition que les Luxembourgeois se justifieraient. Et déjà des pièces à décharge furent envoyées aux fêtes du couronnement à Versailles aux bons soins du grand-duc de Saxe-Weimar, beau-frère du prince Henri et dont la présence auprès du roi de Prusse fut mise à profit. Une lettre que le stadhouder adressa directement au futur empereur d'Allemagne lui rapporta, d'une part l'assurance que des décisions extrêmes ne seraient pas prises, d'autre part la conviction du roi de Prusse qu'à Luxembourg de « noirs desseins » seraient forgés contre l'armée allemande. L'année 1870 ne finit pas avant qu'à la date du 26 décembre le président du Comité patriotique, E. TEDESCO, ne remit entre les mains du stadhouder l'adresse au roi grand-duc couverte de 44 860 signatures et implorant le souverain de sauver le pays et de ne jamais permettre à ce qu'il fût disposé de son sort sans libre consultation de la population.

Que l'attitude pro-luxembourgeoise du prince Henri fut parfaitement comprise outre-Moselle, ce passage d'un article paru le 25. 3. 1872 dans la « Kölnische Zeitung » le prouve péremptoirement : « Die Luxemburger Frage wird ohne Zweifel diejenige Lösung finden, die Deutschlands und Luxemburgs Interessen ihr zuweisen. Der etwaige Widerstand des Prinzen-Statthalters wird daran so wenig ändern, wie eine etwaige Ministerkrise, Kammerauflösung behufs klerikaler Wahlen und dergleichen mehr. » (44)

Ne clôturons pas ce chapitre sans mentionner que sur la liste des souscripteurs à l'Oeuvre du Comité central de Secours aux militaires blessés sans distinction de nationalité, le nom du prince Henri figure avec 2000 francs. (45)

VICISSITUDES D'UNE VIE PRINCIÈRE

Lorsque le prince et la princesse Henri inaugurèrent le 10. 2. 1872 à l'Hôtel-de-Ville l'exposition des oeuvres constituant le Musée Piscatore, nul ne se doutait que trois mois plus tard le lieutenant du roi serait veuf. En effet, le 1. 5. 1872 la princesse Amélie mourait d'une paralysie pulmonaire. Elle avait été traitée au château de Walferdange par les médecins luxembourgeois E. MAYRISCH et E. ASCHMAN auxquels fut adjoint à partir du 28 avril le docteur VINCKHUYZEN, médecin de la Cour du roi.